



# DÉCISIONS

\*\*\*

## CONSEIL MUNICIPAL DU

### 18 JUIN 2020

Adresser toute correspondance  
à Monsieur le Maire  
Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch  
93134 Noisy-le-Sec Cedex  
Tél. 01 49 42 66 00  
Fax : 01 48 43 70 96

[www.noisylesec.fr](http://www.noisylesec.fr)



DM20_05	18/02/2020	Cession véhicule RENAULT Master 5682YG93
DM20_06	03/03/2020	Retrait de la DM20_04
DM20_07	04/03/2020	Exercice du droit de préemption commercial sur un bail commercial sis 91 rue Jean Jaurès à Noisy-le-Sec
DM20_08	12/02/2020	Approbation de l'avenant à la convention de conception graphique et de cession de droits d'auteur passée entre l'ATELIER PIERRE PIERRE et la Ville pour La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec
DM20_09	18/02/2020	Approbation de l'avenant à la convention d'accueil en résidence d'artiste-auteur passée entre Charlotte KHOURI et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain dans le cadre de la résidence d'artiste de septembre 2019 à avril 2020
DM20_10	12/02/2020	Approbation de l'avenant à la convention de cession de droits d'auteur passée entre Blodwenn MAUFFRET et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain dans le cadre de l'exposition : "Dauphins, Dauphines"
DM20_11	04/03/2020	Approbation du contrat d'engagement pour la production d'un escape game a la Micro-folie de Noisy-le-sec
DM20_12	12/03/2020	Sollicitation de la dotation de soutien à l'investissement 2020 - Rénovation de l'éclairage du stade Allende
DM20_13	12/03/2020	Sollicitation de la dotation de soutien à l'investissement 2020 - Reconstruction du GS Langevin
DM20_14	12/03/2020	Sollicitation de la dotation de soutien à l'investissement 2020 – Rénovation thermique de l'école Cottereau
DM20_15	12/03/2020	Sollicitation de la dotation de soutien à l'investissement 2020 – Extension du système de vidéo protection
DM20_17	24/04/2020	Réforme du véhicule RENAULT Express immatriculé 2223 SE 93
DM20_18	24/04/2020	Réforme du véhicule RENAULT Express immatriculé 3217 NM 93
DM20_19	24/04/2020	Réforme du véhicule RENAULT Kangoo immatriculé 8637 ZT 93
DM20_20	24/04/2020	Réforme du véhicule RENAULT Master immatriculé 3178 VV 93
DM20_21	24/04/2020	Réforme du véhicule RENAULT Clio immatriculé 9847 PC 93
DM20_22	24/04/2020	Réforme du véhicule PIAGGIO Porter immatriculé 716 ABV 93
DM20_23	26/03/2020	Approbation de la convention de cession de droits d'auteurs passée entre Élise CARRON et la Ville dans le cadre de la programmation culturelle de l'exposition « Dauphins, Dauphines » de La Galerie, centre d'art contemporain
DM20_24	16/04/2020	Sollicitation d'une subvention à la fédération française de football
DM20_25	27/04/2020	Sollicitation de la Dotation Politique de la Ville (DPV) 2020
DM20_26	24/04/2020	Réforme du véhicule RENAULT Express immatriculé 2229 SE 93
DM20_026	27/02/2020	Approbation de l'avenant à la convention de cession de droits d'auteurs passée entre Lidwine PROLONGE et la Ville dans le cadre de l'anniversaire de La Galerie, centre d'art contemporain
DM20_27	13/05/2020	Création d'une régie de recettes pour le fonctionnement de la Micro-Folie de Noisy-le-Sec
DM20_28	29/04/2020	Approbation du deuxième avenant à la convention de conception graphique et de cession de droits d'auteur passée entre l'ATELIER PIERRE PIERRE et la Ville pour La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec
DM20_29	19/05/2020	Décision relative à la mise en place d'une aide alimentaire d'urgence en lien avec la crise sanitaire
DM20_30	26/05/2020	Exonération des loyers et charges du local sis 10 rue de Bethisy au profit de l'association Culturelle Projets Bienfaisances
DM20_31	26/05/2020	Exonération des loyers et charges du local sis 9 rue Pierre Brossolette au profit de l'association AL QALAM
DM20_32	26/05/2020	Exonération des loyers et charges du local sis 9 rue Pierre Brossolette au profit de l'association Familles Unies
DM20_33	28/05/2020	Approbation du contrat d'engagement pour la prestation de maintenance de la serre aquaponique de la micro-folie de Noisy-le-Sec
AOO 2019/4706	24/03/2020	Fourniture de produits et matériel d'entretien - lot 1 : fourniture brosseries et petits matériels Délai d'exécution : 1 an renouvelable 3 fois Sans montant minimum ni maximum MR NET - Rue de la Cimenterie - 95260 Beaumont

AOO 2019/4706	24/03/2020	Fourniture de produits et matériel d'entretien - lot 2 : fourniture de produits d'entretien Délai d'exécution : 1 an renouvelable 3 fois Sans montant minimum ni maximum ADELYA Terre d'hygiène - 12 Rue de la Patûre - 95870 BEZONS
AOO 2019/4706	24/03/2020	Fourniture de produits et matériel d'entretien -lot 3 : fourniture de ouates Délai d'exécution : 1 an renouvelable 3 fois Sans montant minimum ni maximum Delaisy Kargo Hersand - 3 Rue d'Ableval - 95200 Sarcelles
AOO 2019/4706	24/03/2020	Fourniture de produits et matériel d'entretien - lot 4 : fourniture de sacs poubelles Délai d'exécution : 1 an renouvelable 3 fois Sans montant minimum ni maximum MR NET - Rue de la Cimenterie - 95260 Beaumont
AOO 2019/4706	24/03/2020	Fourniture de produits et matériel d'entretien - lot 5 : fourniture de produits d'entretien pour les équipements sportifs Délai d'exécution : 1 an renouvelable 3 fois Sans montant minimum ni maximum Delaisy Kargo Hersand - 3 Rue d'Ableval - 95200 Sarcelles
AOO 2019/4704	26/03/2020	Fourniture de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle - lot 1 : vêtements et chaussures de travail pour activités administratives, techniques, de service et d'entretien, de cuisine Délai d'exécution : 1 an renouvelable 3 fois Montant maxi annuel 6 000 € H.T. Au Gros Bonhomme - 17 Boulevard Arago ZI de Villemilan - 91320 Wissous
AOO 2019/4704	26/03/2020	Fourniture de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle - lot 2 : équipement spécifique pour les agents de la PM et ASVP Délai d'exécution : 1 an renouvelable 3 fois Montant maxi annuel 24 000 € HT. GK PROFESSIONAL - 159 Avenue Galliéni - 93170 Bagnolet
AOO 2019/4704	26/03/2020	Fourniture de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle - lot 3 : vêtements et chaussures pour les agents de la PM et ASVP Délai d'exécution : 1 an renouvelable 3 fois montant maxi annuel 27 600 € H.T. GK PROFESSIONAL - 159 Avenue Galliéni - 93170 Bagnolet
MD 20014	14/04/2020	Marché public sans publicité ni mise en concurrence pour l'acquisition de 30 000 masques de protection individuelle pour adultes Montant : 56 400 euros HT MIRAGE 5 - 255, rue Diderot - 94 300 Vincennes
MD 20015	24/04/2020	Marché public sans publicité ni mise en concurrence pour l'acquisition de 8 000 masques de protection individuelle pour enfants Montant : 26 400 euros HT. BARAN - ZAC du Bois Moussay 16, rue du Bois Moussay - 93240 Stains






DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
Affiché le 
ID : 093-219300530-20200218-DM20_05-AU

## DECISION DU MAIRE

N°DM20\_05

Prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art. L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Direction Générale Adjointe des Equipements et du Cadre de vie  
Direction de la Voirie et de la Circulation / Garage  
CE/FM/AE/2020-05

### CESSION DU VEHICULE RENAULT MASTER IMMATRICULE 5682YG93

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n° 2014\_14\_04\_01, portant délégation à Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec, pendant la durée de son mandat, pour les objets et dans les conditions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'alinéa 10 relatif à l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4600 euros.

**Vu** la vétusté du véhicule RENAULT Master immatriculé 5682YG93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 09/02/2004) et de la corrosion prononcée du châssis.

**Considérant** l'opportunité de récupérer le moteur du véhicule RENAULT Master immatriculé 5682YG93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 09/02/2004) et de la possibilité de le remonter sur le RENAULT Master immatriculé 6569XK93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 06/09/2002).

**Considérant** la proposition de reprise en l'état du véhicule RENAULT Master immatriculé 5682YG93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 09/02/2004) par la société Grand Garage de Noisy – 89 rue Vaillant Couturier – 93130 Noisy-le-Sec.

### DECIDE

#### Article 1

Est repris en l'état par la société Grand Garage de Noisy – 89 rue Vaillant Couturier – 93130 Noisy-le-Sec, le RENAULT Master immatriculé 5682YG93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 09/02/2004).

#### Article 2

Ce véhicule sera sorti de l'inventaire.

#### Article 3

Ampliation de la présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, Monsieur le Trésorier principal, aux services des finances

Fait à Noisy-le-Sec, le 18 février 2020

**Laurent RIVOIRE**  
Maire de Noisy-le-Sec  
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris




DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

## DECISION DU MAIRE

N° DM20\_06

Envoyé en préfecture le 03/03/2020  
Reçu en préfecture le 03/03/2020  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20200303-DM20\_06-AR

### OBJET : RETRAIT DE LA DECISION N°DM20\_04

Monsieur le maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code des relations entre le public et l'administration,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L 211-1,

Vu la délibération n°2014/14-04-01 du 14 avril 2014 relative aux délégations du conseil municipal au maire dans le cadre de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner n°2019-412, réceptionnée en Mairie de Noisy-le-Sec le 6 décembre 2019, informant de la cession d'un terrain non bâti, d'une surface d'environ 700 m², sis 151 155 boulevard Roger Salengro, à Noisy-le-Sec, sur les parcelles cadastrées AV n°156, 157 et 158.

Vu la décision du maire n°DM20\_04 du 3 février 2020 portant acquisition d'un bien sis 151-155 Boulevard Roger Salengro à Noisy-le-Sec, parcelles cadastrées AV 156, 157 et 158,

Considérant que la décision ne pouvait pas être prise en l'état,

Considérant que la sécurité juridique doit prévaloir sur toutes autres considérations,

### DECIDE

#### **Article 1 :**

La décision du maire n°DM20\_04 du 3 février 2020 portant acquisition d'un bien sis 151-155 Boulevard Roger Salengro à Noisy-le-Sec, parcelles cadastrées AV 156, 157 et 158 est retirée.

#### **Article 2 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

#### **Article 3 :**

La Direction générale est chargée de l'exécution de la présente décision dont copie sera transmise à monsieur le préfet de Seine-Saint-Denis et affichée à l'Hôtel de ville.

Fait à Noisy-le-sec, le

03 MARS 2020

Laurent RIVOIRE

Maire de Noisy-le-sec



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

## REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

### DECISION DU MAIRE

N°DM20\_07

Prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L2122.22 & L2122.23 du CGCT)

#### EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION COMMERCIAL SUR UN BAIL COMMERCIAL SIS 91 RUE JEAN JAURES A NOISY-LE-SEC

Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.214-1 et suivants et R.214-1 et suivants,

Vu le Code du Commerce, notamment ses articles L.141-2 à L.141-22 et L.145-1 à L.145-60,

Vu Le Plan Local d'urbanisme de la commune de Noisy-le-Sec approuvé par le Conseil Municipal le 15 novembre 2012

Vu La modification n°1 du Plan Local d'urbanisme de la commune de Noisy-le-Sec approuvée par le conseil de Territoire le 10 juillet 2018

Vu La modification n°2 du Plan Local d'urbanisme de la commune de Noisy-le-Sec approuvée par le conseil de Territoire le 19 novembre 2019

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 14 Avril 2014, reçue en Préfecture le 17 Avril 2014, référencée n° 2014/14-04-01, donnant délégation au Maire d'exercer au nom de la Ville le droit de préemption de la Ville sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2009, reçue en Préfecture le 8 juillet 2009, référencée n° 2009/06-01-015, approuvant la délimitation d'un périmètre de sauvegarde dans le cadre de la mise en place du droit de préemption sur les fonds artisanaux, de commerce sur la commune,

Vu la déclaration de cession d'un bail commercial, sis 91 rue Jean Jaurès à Noisy-le-Sec, cadastré section Y n°291 (lot 201-200-100), adressée par l'intermédiaire de son conseil Alain Corbin, par la société BY MG représentée par Mme Mariora RAVAS épouse Baye et dont le propriétaire des murs est la SCI Société Investissements et Transactions Immobilières (SITI), représentée par Monsieur OG Nicolas,

Vu que cette déclaration de cession d'un bail commercial, sis 91 rue Jean Jaurès à Noisy-le-Sec, cadastré section Y n°291 (lot 201-200-100) a été reçu en Mairie le 6 janvier 2020,



Considérant la situation du fonds de commerce concerné par la déclaration mentionnée ci-avant, qui se situe dans le périmètre de sauvegarde défini par le Conseil Municipal par sa délibération n°2009/06-01-015 en date du 25 juin 2009,

Considérant la situation stratégique du bien, situé le long de la rue Jean Jaurès, axe commercial structurant et repéré au titre d'un périmètre de sauvegarde du commerce de proximité,

Considérant la volonté de la Ville, dans le cadre de son Plan Local d'Urbanisme, et notamment de son Projet d'Aménagement et de Développement Durable, de maintenir et renforcer les implantations commerciales en rez-de-chaussée d'immeubles, notamment le long des axes principaux de la Ville, dans un souci d'amélioration du cadre de vie des habitants noiséens et d'animation urbaine,

Considérant à ce titre que la Ville de Noisy-le-Sec assoie cette volonté par l'instauration d'un Droit de Préemption sur les Fonds Commerciaux, Fonds Artisanaux et Baux Commerciaux,

Considérant que cette acquisition s'inscrit dans une démarche plus globale de maintien de locaux commerciaux de proximité sur la rue Jean Jaurès, conformément à l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme, et ce en vue de favoriser la diversité commerciale,

Considérant que l'exercice du droit de préemption sur les fonds de commerce est destiné à préserver la diversité de l'activité commerciale et à promouvoir son développement au sein du périmètre de sauvegarde défini par le Conseil Municipal,

Considérant que l'activité commerciale pressentie par le repreneur du site ne permettra pas de garantir la mixité et la diversité de l'offre commerciale sur le territoire communal et plus particulièrement sur le linéaire commercial existant sur la rue Jean Jaurès, la présence d'alimentation générale étant déjà surreprésentée dans ce secteur (6 alimentations générales sur la seule rue Jean Jaurès et 3 supermarchés de centre-ville sur ce même axe).

Considérant que la Ville souhaite éviter une surreprésentation de ce type d'activité et favoriser une plus grande diversité de l'offre commerciale dans une artère centrale et structurante de la commune ;

Considérant que l'installation d'un autre type de commerce renforcera la fonction économique du centre-ville et participera à la dynamique urbaine, de convivialité, d'animation économique et sociale du quartier ;

Considérant en conséquence que l'acquisition de ce bien est nécessaire à la mise en œuvre des objectifs ci-avant mentionnés,

Considérant l'estimation de la Direction Générale des Finance Publique datant du 31 janvier 2020 évaluant la valeur de la cession de bail à 15 000 euros

Considérant que cette valeur diffère du prix de vente inscrit dans la déclaration de cession de bail commercial déposé en mairie le 6 janvier 2020

Considérant qu'en cas de désaccord sur le prix, la Commune doit notifier au cédant son offre d'acquérir au prix et conditions fixés par l'autorité judiciaire saisie dans un délai de deux mois

## **D E C I D E**

### Article 1

Il est fait exercice du droit de préemption de l'article L. 214-1 du Code de l'urbanisme dans le cadre de la cession du bail commercial sis 91 rue Jean Jaurès à Noisy-le-Sec,





## Article 2

L'exercice du droit de préemption se fera au prix et conditions fixés par l'autorité judiciaire conformément à l'article R214-5 du code de l'urbanisme.

## Article 3

Les dépenses relatives à l'exécution de la présente décision sont prévues au budget de la Commune.

## Article 4

Les dépenses relatives à la reprise du bail commercial par la Ville, conformément aux dispositions mentionnées dans la déclaration mentionnée ci-avant, seront exécutées sur le budget de la Ville.

## Article 5

Monsieur le Maire ou son représentant sont autorisés à signer, au nom de la Ville, tout acte, convention, bail ou pièce nécessaire à l'exécution de la présente décision.

## Article 6

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision. L'exercice d'un recours gracieux suspend le délai de recours contentieux.

## Article 7

La présente décision sera soumise aux procédures de contrôle de légalité, d'affichage en Mairie, et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Commune. Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis – 1 Esplanade Jean Moulin – 93007 BOBIGNY,
- Monsieur le Trésorier – Centre des Finances Publiques – 5, rue de Lisbonne – 93110 ROSNY-SOUS-BOIS,
- La société BY MG représentée par Madame Mariora RAVAS épouse BAYE – 91 rue Jean Jaurès - 93 130 NOISY-LE-SEC
- Monsieur OG Nicolas de la SCI Société SITI – 7 rue des Vosges – 93 130 NOISY-LE-SEC
- Maître Alain CORBIN – 12 rue de la Tombe Issoire – 75 014 Paris

Fait à Noisy-le-Sec, le - 4 MARS 2020

**Laurent RIVOIRE**

Le Maire de Noisy-le-Sec

Vice - Président de la Métropole du Grand Paris



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

**DECISION DU MAIRE**

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**Approbation de l'avenant à la convention de conception graphique et de cession de droits d'auteur passée entre l'ATELIER PIERRE PIERRE et la Ville pour La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, que le présent avenant a pour objet de compléter la convention de conception graphique et de cession de droits d'auteur de la saison 2019-2020 avec les artistes graphistes de l'Atelier Pierre Pierre (signée en octobre 2019),

Considérant, que le présent avenant a pour objet de fixer les supports de communication et de médiation à réaliser pour l'exposition de restitution intitulée « Epatez La Galerie », réalisée en collaboration avec un groupe d'adolescent.e.s de Noisy-le-Sec, et qui se tiendra à La Galerie du 1<sup>er</sup> au 25 avril 2020,

Considérant, que les artistes graphistes s'engagent également à animer un atelier avec le groupe d'adolescent.e.s qui collabore à l'exposition, fixée le mercredi 19 février 2020,

**DECIDE**

**Article 1** : Approuve l'avenant à la convention de conception graphique et de cession de droits d'auteur passée avec l'Atelier Pierre Pierre, sis, 4 impasse Trubert - 93400 Saint Ouen, relative à :

- Cession de droit d'auteur pour un montant de 2 500 € HT (Deux mille cinq cent euros hors taxes)
- Rémunération pour l'atelier animé avec le groupe d'adolescent.e.s pour un montant de 208.50 € HT (Deux cent huit euros et cinquante centimes hors taxes)

L'Atelier Pierre Pierre s'engage à spécifier un montant hors taxes (HT) et le montant de la TVA à 20%.

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 5 février 2020 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Envoyé en préfecture le 03/03/2020

Reçu en préfecture le 03/03/2020

Affiché le

**SLOW**

ID : 093-219300530-20200212-DM20\_08-CC

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 12 février 2020

**P/° le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine**



**Jean THARY**



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

**DECISION DU MAIRE**

**prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)**

Approbation de l'avenant à la convention d'accueil en résidence d'artiste-auteur passée entre Charlotte KHOURI et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain dans le cadre de la résidence d'artiste de septembre 2019 à avril 2020

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article 2211-1,

Considérant, que dans le cadre de son programme de résidence d'artistes à Noisy-le-Sec, La Galerie, centre d'art contemporain, a invité à l'issue d'un jury de sélection, Charlotte KHOURI à résider à Noisy-le-Sec du 22 août 2019 au 3 avril 2020,

Considérant, que cet avenant précise les conditions de réalisation des œuvres et de rémunération de l'Artiste dans le cadre de la résidence pour la présentation des œuvres produites sous la forme d'une exposition personnelle intitulée « Dauphins, Dauphines » du 25 Janvier au 21 mars 2020 à La Galerie, centre d'art contemporain,

Considérant, que la Ville s'engage à prendre en charge des frais supplémentaires inhérents à la réalisation des œuvres produites dans le cadre de la résidence d'artiste entre septembre 2019 et avril 2020,

Considérant, qu'une modification est apportée à l'article 12 du contrat initial concernant la vente d'une œuvre vidéo ou sonore produite par La Galerie, centre d'art contemporain,

Considérant, cas de vente des œuvres produites par La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, l'Artiste s'engage à en informer la Ville dès la conclusion de la vente et à lui reverser les frais de réalisation décrits à l'article 7 de la convention initiale et à l'article 3 de la présente annexe,

Considérant, qu'à l'article 6 propriété et vente des œuvres, le présent avenant précise qu'en cas de vente d'œuvre vidéo ou sonore, le remboursement des frais de production est exigé lors de la vente des deux premiers exemplaires de l'édition limitée, à hauteur d'un pourcentage du prix de vente de l'œuvre pour chacun des deux exemplaires. Le taux du pourcentage sera fixé lors de la vente,

**DECIDE**

Article 1 : de signer l'approbation de l'avenant à la convention d'accueil d'artiste-auteur dans le cadre de la résidence d'artiste de Charlotte KHOURI de septembre 2019 à avril 2020, sise, au 4 square Crainquebille à Noisy-le-Sec,

- Frais supplémentaires accordés pour un montant de 6 600 € TTC (Six mille six cent euros Toutes Taxes Comprises).
- Rémunération artistique pour un montant de 800 € bruts TTC (Huit cent euros bruts Toutes Taxes Comprises) correspondant à 671.76 € déduction faite des cotisations sociales.



- Cession des droits de représentation et de reproduction pour un montant de 200 € bruts TTC (Deux cent euros bruts Toutes Taxes Comprises) correspondant à 167.97 € déduction faite des cotisations sociales.

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 5 février 2020 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 18 février 2020

P/° le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean Thary

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 03/03/2020  
Reçu en préfecture le 03/03/2020  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20200212-DM20\_10-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Blodwenn MAUFFRET et la Ville pour La Galerie, centre d'art contemporain, dans le cadre de l'exposition : «Dauphins, Dauphines»**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, que dans le cadre de l'exposition «Dauphins, Dauphines» à La Galerie, centre d'art contemporain, de Noisy-le-Sec l'auteure fera une présentation publique de son texte « L'esthétique grotesque : origine, définition et mise en application », le samedi 29 février à 15h30,

Considérant, la présentation publique défini dans l'article 2 de ladite convention, aura lieu le samedi 29 février à 15h30 à La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec,

### DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Blodwenn MAUFFRET, demeurant sise, 24 chemin Jean-Bernard Le Bot - 56730 Saint Gildas de Rhuys, relative à :

-Droits d'auteur d'un montant de 200 € brut (Deux cents euros brut) ou de 167.94 € euros net (Cent soixante-sept euros quatre-vingt-quatorze centimes net) déduction faite des cotisations sociales.

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 5 février 2020 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 12 février 2020

**P/° le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine**

  
Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 24/04/2020  
Reçu en préfecture le 24/04/2020  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20200304-DM20\_11-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DU CONTRAT D'ENGAGEMENT POUR LA PRODUCTION D'UN ESCAPE GAME A LA MICRO-FOLIE DE NOISY-LE-SEC

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant le contrat d'engagement pour la production d'un escape game à la Micro-folie de Noisy-le-Sec et son exploitation les 27 et 28 juin, le 4 juillet et du 7 au 11 juillet 2020 dans les locaux de la Micro-folie au 53 rue de Merlan à Noisy-le-Sec.

#### D E C I D E

Article 1 : Approuve ledit contrat signé avec la société ANIMA pour **un montant global net 19 800 € (Dix neuf mille huit cent euros) frais de transports inclus.**

Article 2 : Dit que, les frais suivants seront pris en charge par la Ville au titre du présent contrat :

- Frais de création (repérages, documentation, conception, rédaction) pour un montant total de **4 800 € nets (quatre mille huit cent euros)**
- Frais gestion de projet (réunions, mise en place, organisation des sessions tests) pour un montant total de **5 040 € nets (cinq mille quarante euros)**
- Frais de fabrication (création d'une installation transportable, du matériel de jeu, graphisme et développement pour tablette) pour un montant total de **5 256 € nets (cinq mille deux cents cinquante-six euros)**
- Frais opérationnels (présence quotidienne d'un animateur Anima, repas inclus) pour un montant total de **4 704 € nets (quatre mille sept cent quatre euros)**

Article 3 : Précise que ce contrat est passé pour toute la période de création et d'exploitation de l'escape game à la Micro-folie de Noisy-le-Sec qui terminera le 11 juillet 2020 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 4 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, sur présentation des factures à chaque étape de la réalisation du projet.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 7 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le

04 MARS 2020

P/o le Maire, **Laurent RIVOIRE**



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 24/04/2020
Reçu en préfecture le 24/04/2020
Affiché le
ID : 093-219300530-20200312-DM20_12-AU

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### SOLLICITATION DE LA DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT 2020 RENOVATION DE L'ECLAIRAGE STADE ALLENDE

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 et L.2212-2,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.01 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au Maire par le conseil municipal,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.02 du 22 juin 2017 relative aux limites fixées aux pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire en matière financière,

Considérant la volonté de la Municipalité de rénover l'éclairage du stade Allende,

Considérant qu'il y a lieu de solliciter la dotation de soutien à l'investissement 2020,

### DECIDE

**Article 1er** : **APPROUVE** le projet de rénovation de l'éclairage du stade Allende.

**Article 2** : **SOLLICITE** l'octroi d'une subvention au titre de la DSIL 2020 pour ce projet .

**Article 3** : **APPROUVE** le plan prévisionnel de financement suivant :

PROJET	ESTIMATION DU PROJET	DSIL SOLLICITEE	AUTRES AIDES PUBLIQUE	MONTANT A CHARGE DE LA VILLE
Eclairage stade Allende	115 124 €	92 099 €		23 025 €

**Article 4** : **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents se rapportant à la demande de subvention.

**Article 5** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Envoyé en préfecture le 24/04/2020

Reçu en préfecture le 24/04/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 093-219300530-20200312-DM20\_12-AU

**Article 6** : La Direction Générale est chargée de l'exécution de la présente décision dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le **12 MARS 2020**

P°/Monsieur le Maire, Laurent Rivoire,  
L'adjoint délégué aux finances et à la vie associative  
Vice-Président de l'Etablissement  
Public Territorial « Est Ensemble »



Dref MENDACI



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 24/04/2020

Reçu en préfecture le 24/04/2020

Affiché le

ID : 093-219300530-20200312-DM20\_13-AU

N° 2020-13  
SLO

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### SOLLICITATION DE LA DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT 2020 RECONSTRUCTION DU GS LANGEVIN

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 et L.2212-2,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.01 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au Maire par le conseil municipal,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.02 du 22 juin 2017 relative aux limites fixées aux pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire en matière financière,

Considérant la volonté de la Municipalité de reconstruire le groupe scolaire Langevin et du complexe sportif associé,

Considérant qu'il y a lieu de solliciter la dotation de soutien à l'investissement 2020,

### DECIDE

**Article 1er** : **APPROUVE** le projet de reconstruction du groupe scolaire Langevin et du complexe sportif associé.

**Article 2** : **SOLLICITE** l'octroi d'une subvention au titre de la DSIL 2020 pour ce projet .

**Article 3** : **APPROUVE** le plan prévisionnel de financement suivant :

PROJET	ESTIMATION DU PROJET	DSIL SOLLICITEE	AUTRES AIDES PUBLIQUE	MONTANT A CHARGE DE LA VILLE
Reconstruction du GS Langevin et le complexe sportif	20 672 796 €	15 838 236 €	700 000 €	4 134 560 €

**Article 4** : **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents se rapportant à la demande de subvention.

**Article 5** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Envoyé en préfecture le 24/04/2020

Reçu en préfecture le 24/04/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 093-219300530-20200312-DM20\_13-AU

**Article 6** : La Direction Générale est chargée de l'exécution de la présente décision dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le **12 MARS 2020**

P°/Monsieur le Maire, Laurent Rivoire,  
L'adjoint délégué aux finances et à la vie associative  
Vice-Président de l'Etablissement  
Public Territorial « Est Ensemble »




Dref MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 24/04/2020
Reçu en préfecture le 24/04/2020
Affiché le 
ID : 093-219300530-20200312-DM20_14-AU

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### SOLLICITATION DE LA DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT 2020

#### RENOVATION THERMIQUE DE L'ECOLE COTTEREAU

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 et L.2212-2,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.01 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au Maire par le conseil municipal,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.02 du 22 juin 2017 relative aux limites fixées aux pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire en matière financière,

Considérant la volonté de la Municipalité de procéder à des travaux de rénovation thermique de l'école élémentaire Cottereau,

Considérant qu'il y a lieu de solliciter la dotation de soutien à l'investissement 2020,

### DECIDE

**Article 1er :** **APPROUVE** le projet de rénovation énergétique de l'école élémentaire Cottereau.

**Article 2 :** **SOLLICITE** l'octroi d'une subvention au titre de la DSIL 2020 pour ce projet .

**Article 3 :** **APPROUVE** le plan prévisionnel de financement suivant :

PROJET	ESTIMATION DU PROJET	DSIL SOLLICITEE	AUTRES AIDES PUBLIQUE	MONTANT A CHARGE DE LA VILLE
Rénovation thermique de l'école Cottereau	473 500 €	378 800 €		94 700 €

**Article 4 :** **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents se rapportant à la demande de subvention.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.



Envoyé en préfecture le 24/04/2020

Reçu en préfecture le 24/04/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 093-219300530-20200312-DM20\_14-AU

**Article 6** : La Direction Générale est chargée de l'exécution de la présente décision dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le **12 MARS 2020**

P<sup>o</sup>/Monsieur le Maire, Laurent Rivoire,  
L'adjoint délégué aux finances et à la vie associative/  
Vice-Président de l'Etablissement  
Public Territorial « Est Ensemble »



Dref MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 24/04/2020
Reçu en préfecture le 24/04/2020
Affiché le
ID : 093-219300530-20200312-DM20_15-AU

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### SOLLICITATION DE LA DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT 2020

#### EXTENSION DU SYSTEME DE VIDEO PROTECTION

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 et L.2212-2,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.01 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au Maire par le conseil municipal,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.02 du 22 juin 2017 relative aux limites fixées aux pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire en matière financière,

Considérant la volonté de la Municipalité d'étendre le système de vidéo protection sur la ville ,

Considérant qu'il y a lieu de solliciter la dotation de soutien à l'investissement 2020,

### DECIDE

**Article 1er** : **APPROUVE** le projet d'extension du système de vidéo protection..

**Article 2** : **SOLLICITE** l'octroi d'une subvention au titre de la DSIL 2020 pour ce projet .

**Article 3** : **APPROUVE** le plan prévisionnel de financement suivant :

PROJET	ESTIMATION DU PROJET	DSIL SOLLICITEE	AUTRES AIDES PUBLIQUE	MONTANT A CHARGE DE LA VILLE
Achat et installation de 3 nouvelles caméras	153 546 €	46 063 €	76 773 €	30 710 €

**Article 4** : **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents se rapportant à la demande de subvention.

**Article 5** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Envoyé en préfecture le 24/04/2020

Reçu en préfecture le 24/04/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 093-219300530-20200312-DM20\_15-AU

**Article 6** : La Direction Générale est chargée de l'exécution de la présente décision dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le **12 MARS 2020**

P<sup>o</sup>/Monsieur le Maire, Laurent Rivoire,  
L'adjoint délégué aux finances et à la vie associative  
Vice-Président de l'Etablissement  
Public Territorial « Est Ensemble »



Dref MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 12/05/2020

Reçu en préfecture le 12/05/2020

Affiché le

ID : 093-219300530-20200312-DM20\_16-CC

NDM 20\_16  
SLO

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DU CONTRAT DE COLLECTE ET/OU REMISE A DOMICILE PASSE ENTRE LA POSTE ET LA VILLE

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122-22,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2014/14-04-01 en date du 14 avril 2014 portant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la proposition de contrat COLLECTE et/ou REMISE A DOMICILE présentée par la Poste relative à la distribution et à la prise en charge annuelle standard du courrier reçu et émis par la ville de Noisy-le-Sec,

### DECIDE

#### Article 1<sup>er</sup> :

Approuve le contrat passé avec LA POSTE, Direction des clients entreprise, 23 Grande Allée 12 février 1934 à 77442 MARNE LA VALLEE CEDEX 02, pour un montant de 3470,40 € TTC.

#### Article 2 :

Précise que le contrat est passé pour une durée d'un an et qu'il prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

#### Article 3 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 011, rubrique 0200, nature 6261.

#### Article 4 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

#### Article 5 :

Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise au Préfet de la Seine Saint Denis, au Receveur Municipal de Rosny-sous-Bois, à la Poste et sera inscrite au registre des actes de la mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 12 mars 2020

Laurent RIVOIRE

Maire de Noisy-le Sec  
Vice Président de la Communauté  
D'agglomération Est Ensemble





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 29/04/2020

Reçu en préfecture le 29/04/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 093-219300530-20200424-DM20\_17-AU

## DECISION DU MAIRE

N°DM20\_17

Prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art. L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Direction Générale Adjointe des Equipements et du Cadre de vie  
Direction de la Voirie et de la Circulation / Garage  
CE/FM/AE/2020-06

### REFORME DU VEHICULE RENAULT EXPRESS IMMATRICULE 2223SE93

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n° 2014\_14\_04\_01, portant délégation à Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec, pendant la durée de son mandat, pour les objets et dans les conditions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'alinéa 10 relatif à l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4600 euros.

**Vu** la vétusté du véhicule RENAULT Express immatriculé 2223SE93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 25/07/1995) et de son état de corrosion prononcée.

**Considérant** que l'état du véhicule RENAULT Express immatriculé 2223SE93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 25/07/1995) nécessite sa destruction.

### DECIDE

#### Article 1

Il sera procédé à la destruction du véhicule RENAULT Express, immatriculé 2223SE93, par la société SAS GARCIA sis 25 rue de l'Industrie, 93000 Bobigny.


#### Article 2

Ce véhicule sera sorti de l'inventaire.

#### Article 3

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, Monsieur le Trésorier principal, aux services des finances.

Fait à Noisy-le-Sec, le 24 avril 2020

  
**Laurent RIVOIRE**  
Maire de Noisy-le-Sec  
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 29/04/2020

Reçu en préfecture le 29/04/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 093-219300530-20200424-DM20\_18-AU

## DECISION DU MAIRE

N°DM20\_18

Prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art. L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Direction Générale Adjointe des Equipements et du Cadre de vie  
Direction de la Voirie et de la Circulation / Garage  
CE/FM/AE/2020-07

### REFORME DU VEHICULE RENAULT EXPRESS IMMATRICULE 3217NM93

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n° 2014\_14\_04\_01, portant délégation à Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec, pendant la durée de son mandat, pour les objets et dans les conditions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'alinéa 10 relatif à l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4600 euros.

**Vu** la vétusté du véhicule RENAULT Express immatriculé 3217NM93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 28/02/1991) et de son état de corrosion prononcée.

**Considérant** que l'état du véhicule RENAULT Express immatriculé 3217NM93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 28/02/1991) nécessite sa destruction.

### DECIDE

#### Article 1

Il sera procédé à la destruction du véhicule RENAULT Express, immatriculé 3217NM93, par la société SAS GARCIA sis 25 rue de l'Industrie, 93000 Bobigny.

#### Article 2

Ce véhicule sera sorti de l'inventaire.

#### Article 3

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, Monsieur le Trésorier principal, aux services des finances.

Fait à Noisy-le-Sec, le 24 avril 2020

**Laurent RIVOIRE**

**Maire de Noisy-le-Sec**  
**Vice-Président de la Métropole du Grand Paris**



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 29/04/2020

Reçu en préfecture le 29/04/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 093-219300530-20200424-DM20\_19-AU

## DECISION DU MAIRE

N°DM20\_19

Prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art. L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Direction Générale Adjointe des Equipements et du Cadre de vie  
Direction de la Voirie et de la Circulation / Garage  
CE/FM/AE/2020-08

### REFORME DU VEHICULE RENAULT KANGOO IMMATRICULE 8637ZT93

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n° 2014\_14\_04\_01, portant délégation à Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec, pendant la durée de son mandat, pour les objets et dans les conditions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'alinéa 10 relatif à l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4600 euros.

**Vu** la vétusté du véhicule RENAULT Kangoo immatriculé 8637ZT93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 28/06/2006).

**Considérant** que l'état du véhicule RENAULT Kangoo immatriculé 8637ZT93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 28/06/2006) nécessite sa destruction.

### DECIDE

#### Article 1

Il sera procédé à la destruction du véhicule RENAULT Kangoo, immatriculé 8637ZT93, par la société SAS GARCIA sis 25 rue de l'Industrie, 93000 Bobigny.

#### Article 2

Ce véhicule sera sorti de l'inventaire.

#### Article 3

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, Monsieur le Trésorier principal, aux services des finances.

Fait à Noisy-le-Sec, le 24 avril 2020

**Laurent RIVOIRE**

**Maire de Noisy-le-Sec**  
**Vice-Président de la Métropole du Grand Paris**






DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 29/04/2020
Reçu en préfecture le 29/04/2020
Affiché le 
ID : 093-219300530-20200424-DM20_20-AU

## DECISION DU MAIRE

N°DM20\_20

Prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art. L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Direction Générale Adjointe des Equipements et du Cadre de vie  
Direction de la Voirie et de la Circulation / Garage  
CE/FM/AE/2020-09

### REFORME DU VEHICULE RENAULT MASTER IMMATRICULE 3178VV93

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n° 2014\_14\_04\_01, portant délégation à Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec, pendant la durée de son mandat, pour les objets et dans les conditions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'alinéa 10 relatif à l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4600 euros.

**Vu** la vétusté du véhicule RENAULT Master immatriculé 3178VV93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 05/04/2000) et de son état de corrosion prononcée.

**Considérant** que l'état du véhicule RENAULT Master immatriculé 3178VV93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 05/04/2000) nécessite sa destruction.

### DECIDE

#### Article 1

Il sera procédé à la destruction du véhicule RENAULT Master, immatriculé 3178VV93, par la société SASU NOISY AUTOS sis 239 avenue de Rosny, 93130 Noisy-le-Sec.

#### Article 2

Ce véhicule sera sorti de l'inventaire.

#### Article 3

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, Monsieur le Trésorier principal, aux services des finances.

Fait à Noisy-le-Sec, le 24 avril 2020

  
**Laurent RIVOIRE**  
**Maire de Noisy-le-Sec**  
**Vice-Président de la Métropole du Grand Paris**





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 29/04/2020

Reçu en préfecture le 29/04/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 093-219300530-20200424-DM20\_21-AU

## DECISION DU MAIRE

N°DM20\_21

Prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art. L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Direction Générale Adjointe des Equipements et du Cadre de vie  
Direction de la Voirie et de la Circulation / Garage  
CE/FM/AE/2020-10

### REFORME DU VEHICULE RENAULT CLIO IMMATRICULE 9847PC93

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n° 2014\_14\_04\_01, portant délégation à Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec, pendant la durée de son mandat, pour les objets et dans les conditions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'alinéa 10 relatif à l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4600 euros.

**Vu** la vétusté du véhicule RENAULT Clio immatriculé 9847PC93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 26/02/1992) et de son état de corrosion prononcée.

**Considérant** que l'état du véhicule RENAULT Clio immatriculé 9847PC93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 26/02/1992) nécessite sa destruction.

### DECIDE

#### Article 1

Il sera procédé à la destruction du véhicule RENAULT Clio, immatriculé 9847PC93, par la société SAS GARCIA sis 25 rue de l'Industrie, 93000 Bobigny.

#### Article 2

Ce véhicule sera sorti de l'inventaire.

#### Article 3

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, Monsieur le Trésorier principal, aux services des finances.

Fait à Noisy-le-Sec, le 24 avril 2020

**Laurent RIVOIRE**

**Maire de Noisy-le-Sec**  
**Vice-Président de la Métropole du Grand Paris**

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 29/04/2020

Reçu en préfecture le 29/04/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 093-219300530-20200424-DM20\_22-AU

## DECISION DU MAIRE

N°DM20\_22

Prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art. L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Direction Générale Adjointe des Equipements et du Cadre de vie  
Direction de la Voirie et de la Circulation / Garage  
CE/FM/AE/2020-11

### REFORME DU VEHICULE PIAGGIO PORTER IMMATRICULE 716ABV93

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n° 2014\_14\_04\_01, portant délégation à Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec, pendant la durée de son mandat, pour les objets et dans les conditions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'alinéa 10 relatif à l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4600 euros.

**Vu** la vétusté du véhicule PIAGGIO Porter immatriculé 716ABV93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 02/03/2007) et de son état de corrosion prononcée.

**Considérant** que l'état du véhicule PIAGGIO Porter immatriculé 716ABV93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 02/03/2007) nécessite sa destruction.

### DECIDE

#### Article 1

Il sera procédé à la destruction du véhicule PIAGGIO Porter, immatriculé 716ABV93, par la société SAS GARCIA sis 25 rue de l'Industrie, 93000 Bobigny.

#### Article 2

Ce véhicule sera sorti de l'inventaire.

#### Article 3

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, Monsieur le Trésorier principal, aux services des finances.

Fait à Noisy-le-Sec, le 24 avril 2020

**Laurent RIVOIRE**

**Maire de Noisy-le-Sec  
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris**

**Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Élise CARRON et la Ville  
dans le cadre de la programmation culturelle de l'exposition « Dauphins, Dauphines » de La  
Galerie, centre d'art contemporain**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, que dans le cadre de la programmation culturelle de l'exposition « Dauphins, Dauphines » organisée par La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, l'artiste s'engage à concevoir et réaliser une œuvre performative vidéo intitulée « La Briocherie » qui sera diffusée sur Internet,

Considérant, que l'Artiste s'engage à remettre à La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, les éléments le 21 mars 2020 au plus tard,

**DECIDE**

**Article 1 :** Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Élise Carron demeurant sise, c/o Tiphane Dragaut Lupescu, 2 impasse des Orteaux, 75020 Paris relative à :

- Rémunération artistique d'un montant de 300 € brut (Trois cents euros brut)
- Cession de droits de présentation et de reproduction pour un montant de 50 € brut (Cinquante euros brut)

**Article 2 :** Dit que la convention est passée pour la date du 16 mars 2020 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3 :** Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322..

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

DEPARTEMENT  
REPUBLIQUE FRANCAISE

Seine Saint-Denis

5e CANTON  
Liberté – Egalité - Fraternité

BOBIGNY

COMMUNE  
**DECISION DU MAIRE**

N°DM20\_23


**NOISY-LE-SEC**

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 26 mars 2020

P/° le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1er adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY

Envoyé en préfecture le 24/04/2020  
Reçu en préfecture le 24/04/2020  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20200326-DM20\_23-CC



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 17/04/2020

Reçu en préfecture le 17/04/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 093-219300530-20200416-DM20\_24-AU

## DECISION DU MAIRE

N°DM20\_24

### SOLLICITATION D'UNE SUBVENTION A LA FEDERATION FRANCAISE DE FOOTBALL

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2122-22 et L.2212-2,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2017/06.01 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au Maire par le conseil municipal.

Considérant la volonté de la Municipalité de rénover et moderniser l'éclairage du stade Allende à destination des associations

Considérant qu'il y a lieu de solliciter la Fédération Française de Football pour l'octroi d'une subvention.

### DECIDE

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Solliciter une subvention à la Fédération Française de Football pour la rénovation et la modernisation de l'éclairage du stade Allende à hauteur de 15 000 € pour un projet d'un coût de 115 124,85 € HT.

#### **Article 2 :**

Signer tout acte et convention nécessaires à la demande de subvention et à son versement ainsi que tout acte et convention nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.

#### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes à la subvention seront inscrites au budget de la commune.

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 5 :**

La Direction Générale est chargée de l'exécution de la présente décision dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 16 avril 2020

Monsieur le Maire  
Vice-président de la Métropole du Grand Paris  
  
Laurent RIVOIRE

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 05/05/2020

Reçu en préfecture le 05/05/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 093-219300530-20200427-DM20\_25-AU

## DECISION DU MAIRE

N°DM20\_25

### SOLLICITATION DE LA DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE (DPV) 2020

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 et L.2212-2,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au Maire par le conseil municipal

Vu, la délibération du conseil municipal n°2017/06.02 du 22 juin 2017 relative aux limites fixées aux pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire en matière financière,

Considérant la volonté de la Municipalité de réaliser des travaux de dédoublement des classes de CP dans le groupe scolaire RIMBAUD,

Considérant qu'il y a lieu de solliciter la Dotation Politique de la Ville (DPV) 2020

### DECIDE

**Article 1 : APPROUVE** le projet de dédoublement des classes de CP du groupe scolaire RIMBAUD.

**Article 2 : SOLLICITE** l'octroi d'une subvention au titre de la DPV 2020 pour ce projet

**Article 3 : APPROUVE** le plan prévisionnel de financement suivant :

PROJET	ESTIMATION DU PROJET	DPV SOLLICITEE	AUTRES AIDES SOLLICITEES	MONTANT A CHARGE DE LA VILLE
Dédoublement des classes cp	96 366 €	77 092 €		19 274 €

**Article 4 : AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents se rapportant à la demande de subvention

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :** La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 27 avril 2020

le Maire

Laurent RIVOIRE

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 29/04/2020

Reçu en préfecture le 29/04/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 093-219300530-20200424-DM20\_26-AU

## DECISION DU MAIRE

N°DM20\_26

Prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art. L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Direction Générale Adjointe des Equipements et du Cadre de vie  
Direction de la Voirie et de la Circulation / Garage  
CE/FM/AE/2020-12

### REFORME DU VEHICULE RENAULT EXPRESS IMMATRICULE 2229SE93

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n° 2014\_14\_04\_01, portant délégation à Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec, pendant la durée de son mandat, pour les objets et dans les conditions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'alinéa 10 relatif à l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4600 euros.

**Vu** la vétusté du véhicule RENAULT Express immatriculé 2229SE93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 25/07/1995) et de son état mécanique après l'accident de mars 2020.

**Considérant** que l'état du véhicule RENAULT Express immatriculé 2229SE93 (1<sup>ère</sup> mise en circulation le 25/07/1995) nécessite sa destruction.

### DECIDE

#### Article 1

Il sera procédé à la destruction du véhicule RENAULT Express, immatriculé 2229SE93, par la société SAS GARCIA sis 25 rue de l'Industrie, 93000 Bobigny.

#### Article 2

Ce véhicule sera sorti de l'inventaire.

#### Article 3

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, Monsieur le Trésorier principal, aux services des finances.

Fait à Noisy-le-Sec, le 24 avril 2020

**Laurent RIVOIRE**

**Maire de Noisy-le-Sec**  
**Vice-Président de la Métropole du Grand Paris**





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

**DECISION DU MAIRE**

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Lidwine PROLONGE et la Ville dans le cadre de l'anniversaire de La Galerie, centre d'art contemporain**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, que dans le cadre de soirée d'anniversaire de 20 ans de La Galerie, centre d'art contemporain, l'artiste s'engage à concevoir et réaliser une œuvre vidéo de sa performance produite le samedi 14 décembre 2019 à La Galerie,

Considérant, que l'Artiste s'engage à remettre à La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, les éléments le 15 février au plus tard,

**DECIDE**

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Lidwine demeurant sise, 1 chemin du champ au prêtre - 52160 Bay-sur-Aube relative à :

- Rémunération artistique d'un montant de 300 € brut (Trois cents euros brut)
- Cession de droits de présentation et de reproduction pour un montant de 200 € brut (Deux cents euros brut)

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 5 février 2020 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 27 février 2020

P/° le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 13/05/2020

Reçu en préfecture le 13/05/2020

Affiché le

ID : 093-219300530-20200512-DM20\_27-AU

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES POUR LE FONCTIONNEMENT DE LA MICRO-FOLIE DE NOISY-LE-SEC.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2017/06-01 du Conseil Municipal en date du 22 juin 2019 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 30/03/20

### DECIDE

Article 1<sup>er</sup> : Il est institué une régie de recettes auprès de la ville de Noisy-le-Sec pour l'encaissement des recettes liées au fonctionnement de sa Micro-Folie.

Article 2 : Cette régie est installée au 53 rue de Merlan à Noisy-le-Sec.

Article 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Participation des familles aux activités culturelles. (7062)
- Participation des familles aux activités de loisirs. (70632)
- Vente de produits comestibles et de boissons non alcoolisées. (7078)
- Perception de droit de la part d'autres Micro-folies lorsqu'elles planifieront l'escape game pour lequel Noisy-le-Sec aura payé la production (751)

Article 4 : - Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon suivants :

1. Carte bancaire
2. Numéraire

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur es qualité auprès de la trésorerie générale de la Seine-Saint-Denis.

Article 6 : L'intervention d'un (de) mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

Article 7 - Un fonds de caisse d'un montant de 150 € (cent cinquante euros) est mis à disposition du régisseur.

Article 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 200 euros (mille deux cents euros). Le montant maximum de la seule encaisse en numéraire est fixé à 500€ (cinq cents euros).

Article 9 : le régisseur est tenu de verser auprès du comptable assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et au minimum une fois par mois.

Article 10 : le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

Article 11 : Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Le régisseur percevra annuellement une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

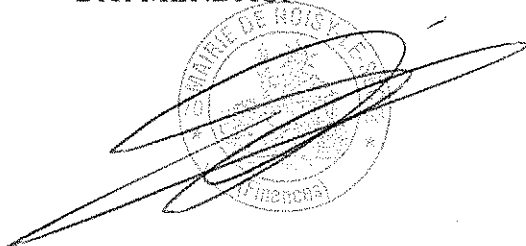
Article 13 : Le Maire et le comptable public assignataire de Rosny-Sous-Bois sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 14 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 12 MAI 2020

P°/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE,  
L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative  
Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble »

Dref MENDACI



Trésorerie de Rosny-sous-Bois  
Collectivités Locales  
5 Rue de Lisbonne  
93110 Rosny-sous-Bois Cedex

*Avis conforme*

Jay DESCOURS  
Comptable public

*Le 30/03/2020*

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 26/05/2020
Reçu en préfecture le 26/05/2020
Affiché le
ID : 093-219300530-20200429-DM20_28-CG

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **Approbation du deuxième avenant à la convention de conception graphique et de cession de droits d'auteur passée entre l'ATELIER PIERRE PIERRE et la Ville pour La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, que le présent deuxième avenant a pour objet de fixer les modifications du versement de la rémunération initialement prévue pour la déclinaison de l'identité visuelle sur les supports de communication et de médiation de l'exposition monographique de Félix Pinquier (13-mai - 18 juillet), suite à son annulation causée par les mesures sanitaires liées à la pandémie du COVID-19,

Considérant, qu'il a été convenu que les artistes graphistes travailleront à la place à la conception du site internet de La Galerie et de la signalétique extérieure du bâtiment (phase1),

Considérant, que le présent deuxième avenant fixe également les modalités de réalisation et de rémunération, ainsi que les conditions de la déclinaison de l'identité visuelle pour ces deux nouvelles conceptions,

Considérant, que La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec s'engage à verser à l'Atelier Pierre Pierre, en contrepartie de la déclinaison de l'identité visuelle sur le site internet et la signalétique extérieure du bâtiment (phase 1), ainsi que pour la cession des droits d'auteurs, la somme de 3 334 euros HT (Trois mille trois cent trente-quatre euros Hors Taxes) pour répartition comme suit : 1 667 euros HT (Mille six cent soixante-sept euros Hors Taxes) pour la conception du site internet, et 1 667 euros HT (Mille six cent soixante-sept euros Hors Taxes) pour la conception de la signalétique extérieure du bâtiment (phase 1),

Considérant, que les artistes graphistes s'engagent à respecter les calendriers convenus entre les parties, en visant une échéance pour la fin de l'année 2020,

## DECIDE

**Article 1** : Approuve le deuxième avenant à la convention de conception graphique et de cession de droits d'auteur passée avec l'Atelier Pierre Pierre, sis, 4 impasse Trubert - 93400 Saint Ouen, relative à :

- Cession de droits d'auteur pour un montant de 3 334 euros HT (Trois mille trois cent trente-quatre euros Hors Taxes) réparti comme suit :

- 1 667 euros HT (Mille six cent soixante-sept euros Hors Taxes) pour la signalétique (phase 1) mi-septembre 2020

- 1 667 euros HT (Mille six cent soixante-sept euros Hors Taxes) pour le site internet mi-novembre 2020



**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 23 avril 2020 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 29 avril 2020

**P/° le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine**



**Jean THARY**

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

## DECISION DU MAIRE

N° 20-29

Envoyé en préfecture le 19/05/2020
Reçu en préfecture le 19/05/2020
Affiché le 
ID : 093-219300530-20200519-DM20_29-AR

### DECISION RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UNE AIDE ALIMENTAIRE D'URGENCE EN LIEN AVEC LA CRISE SANITAIRE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2122-22 2°,

Vu la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République qui a conservé la clause générale de compétence au seul bénéfice des communes qui figure à l'article L.2121-29 du CGCT,

Vu la Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu l'Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu la délibération n°2017/06-01 en date du 22 juin 2017 portant délégations du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2018/06-23 en date du 14 juin 2018 relative à l'actualisation des tarifs pour les activités municipales facturées par le Guichet unique ou dépendantes des services scolaire-enfance-jeunesse 2018-2019,

Considérant les mesures de confinement et de fermeture des écoles décidées par le Gouvernement, afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19 sur le territoire national,

Considérant qu'en application de ces mesures, les enfants demi-pensionnaires fréquentant les écoles maternelles et élémentaires sur le territoire communal n'ont pas pu accéder à la restauration scolaire,

Considérant que la restauration scolaire, par son fonctionnement et sa tarification, constitue à la fois une action d'organisation du temps périscolaire de l'enfant mais également une action d'accompagnement social des familles concernées,

Considérant que les familles dont les enfants fréquentent habituellement la restauration scolaire ont dû supporter un surcoût significatif durant toute la période de confinement, qui a pu se conjuguer, suivant les situations, à une situation de précarité ou de stress financier, liée au ralentissement, voire à l'arrêt, de larges pans de l'activité économique et sociale,

Considérant que l'aspect tout à fait exceptionnel et unique de cette crise sanitaire, doublée de graves et sérieuses répercussions financières, économiques et sociales, justifie la mise en œuvre de mesures d'accompagnement spécifiques et urgentes,

Considérant ainsi que la mise en œuvre d'une aide financière relative à l'alimentation des enfants suite à la période de confinement apparaît comme une mesure juste, nécessaire, cohérente et utile, en vue d'amoinrir l'impact financier de la crise sanitaire sur les familles, et en particulier les jeunes enfants,



## DECIDE

### **Article 1 :**

Une aide financière et alimentaire sera mise en place par la Ville de Noisy-le-Sec à destination des familles dont le ou les enfant(s) a/ont fréquenté(s) la restauration scolaire au moins une fois durant le mois de février 2020, dans le but de pallier au surcoût de l'alimentation des enfants supporté durant la période de confinement.

### **Article 2 :**

Cette aide financière et alimentaire est fixée à 50 € par enfant. Elle sera éligible pour chaque enfant scolarisé en maternelle ou en primaire au sein d'un établissement public situé sur le territoire de la Ville de Noisy-le-Sec.

### **Article 3 :**

Cette aide financière et alimentaire pourrait prendre la forme d'un avoir qui sera défalqué des futures factures de restauration scolaire ou de toute autre activité périscolaire à payer par les responsables légaux de l'enfant. En cas de situation de dette des responsables légaux, elle viendra en priorité en défalcation de ladite dette.

### **Article 4 :**

Un courrier individualisé sera adressé à chaque famille / pour chaque enfant concernée. Son activation sera subordonnée à l'envoi d'un coupon réponse joint au courrier auprès des services de la Ville.

### **Article 5 :**

Les services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision. Ampliation en sera adressée au Préfet de Seine-Saint-Denis, ainsi qu'au Trésorier Payeur Général.

### **Article 6 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Noisy-le-Sec, le **19 MAI 2020**

**Laurent RIVOIRE**

Maire de Noisy-le-Sec  
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

## DECISION DU MAIRE

N° 20\_30

**OBJET : EXONERATION DES LOYERS ET CHARGES DU LOCAL SIS 10 RUE BETHISY AU PROFIT DE L'ASSOCIATION CULTURELLE PROJETS BIENFAISANCES**

Monsieur Le Maire,

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment l'article 11,

Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment l'article 1<sup>er</sup> I,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23, relatives aux pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2017/06-01 portant délégation de pouvoirs au maire par le conseil municipal.

Considérant la nécessité de faire face aux conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et aux conséquences des mesures prises pour limiter cette propagation,

Considérant que l'association Culturelle Projets Bienfaissances a dû cesser l'exercice de ses activités durant la période confinement du 16 mars 2020 au 11 mai 2020 (soutien scolaire, activités culturelles et sportives...)

Considérant la nécessité de prévenir et limiter la cessation de l'activité de cette association dont les missions de solidarité sont bénéfiques à la population,

### DECIDE

#### Article 1

De faire bénéficier à l'association culturelle Projets Bienfaissances d'une exonération de loyers et charges pour le local sis 10 rue Béthisy, local dont la ville est titulaire du bail et que l'association occupe en vertu de la mise à disposition en date du 18 janvier 2007. Cette exonération représente un montant de 320 euros (trois cent vingt euros) correspondant aux loyers et charges des mois de mars et avril 2020.

#### Article 2

La présente décision peut faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir du Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



### Article 3

La présente décision sera soumise aux procédures de contrôle de légalité et d'affichage en Mairie.  
Copie de cette décision sera adressée à :

- ☐ Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis
- ☐ Monsieur le Trésorier Principal

Fait à Noisy-le-Sec, le      **26 MAI 2020**



Laurent RIVOIRE

Maire de Noisy-le-Sec  
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

## DECISION DU MAIRE

N° 20\_31

### **OBJET : EXONERATION DES LOYERS ET CHARGES DU LOCAL SIS 9 RUE PIERRE BROSSOLETTE AU PROFIT DE L'ASSOCIATION AL QALAM**

Monsieur Le Maire,

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment l'article 11,

Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment l'article 1<sup>er</sup> I,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23, relatives aux pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2017/06-01 portant délégation de pouvoirs au maire par le conseil municipal.

Considérant la nécessité de faire face aux conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et aux conséquences des mesures prises pour limiter cette propagation,

Considérant que l'association Al Qalam a dû cesser l'exercice de ses activités durant la période confinement du 16 mars 2020 au 11 mai 2020 (soutien scolaire, activités culturelles et sportives...)

Considérant la nécessité de prévenir et limiter la cessation de l'activité de cette association dont les missions de solidarité sont bénéfiques à la population,

### **DECIDE**

#### Article 1

De faire bénéficier à l'association AL QALAM d'une exonération de loyer et charges pour le local sis 9 rue Pierre Brossolette, local dont la ville qui en est titulaire du bail et que l'association occupe en vertu de la mise à disposition en date du 09 septembre 2015. Cette exonération représente un montant de 472,92 euros (quatre cent soixante-douze euros et quatre douze centimes) correspondant aux loyers et charges des mois de mars et avril 2020.

#### Article 2

La présente décision peut faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir du Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication





### Article 3

La présente décision sera soumise aux procédures de contrôle de légalité et d'affichage en Mairie.  
Copie de cette décision sera adressée à :

- ☐ Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis
- ☐ Monsieur le Trésorier Principal

Fait à Noisy-le-Sec, le      **2 6 MAI 2020**

 Laurent RIVOIRE  
Maire de Noisy-le-Sec  
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

## DECISION DU MAIRE

N° 20\_32

### **OBJET : EXONERATION DES LOYERS ET CHARGES DU LOCAL SIS 9 RUE PIERRE BROSSOLETTE AU PROFIT DE L'ASSOCIATION FAMILLES UNIES**

Monsieur Le Maire,

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment l'article 11,

Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment l'article 1<sup>er</sup> I,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23, relatives aux pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2017/06-01 portant délégation de pouvoirs au maire par le conseil municipal.

Considérant la nécessité de faire face aux conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et aux conséquences des mesures prises pour limiter cette propagation,

Considérant que l'association Familles Unies a dû cesser l'exercice de ses activités durant la période confinement du 16 mars 2020 au 11 mai 2020 (soutien scolaire, activités culturelles et sportives...)

Considérant la nécessité de prévenir et limiter la cessation de l'activité de cette association dont les missions de solidarité sont bénéfiques à la population,

### **DECIDE**

#### Article 1

De faire bénéficier à l'association Familles Unies d'une exonération de loyers et charges pour le local sis 9 rue Pierre Brossolette, local dont la ville qui en est titulaire du bail et que l'association occupe en vertu de la mise à disposition en date du 10 avril 2007. Cette exonération représente un montant de 320 euros (trois cent vingt euros) correspondant aux loyers et charges des mois de mars et avril 2020.

#### Article 2

La présente décision peut faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir du Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication

h

Article 3

La présente décision sera soumise aux procédures de contrôle de légalité et d'affichage en Mairie.  
Copie de cette décision sera adressée à :

- ☐ Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis
- ☐ Monsieur le Trésorier Principal

Fait à Noisy-le-Sec, le **26 MAI 2020**

 Laurent RIVOIRE  
Maire de Noisy-le-Sec  
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DU CONTRAT D'ENGAGEMENT POUR LA PRESTATION DE MAINTENANCE DE LA SERRE AQUAPONIQUE DE LA MICRO-FOLIE DE NOISY-LE-SEC

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant le contrat d'engagement pour la prestation de maintenance de la serre aquaponique de la Micro-folie de Noisy-le-Sec et son exploitation pour un an renouvelable dans les locaux de la Micro-folie au 53 rue de Merlan à Noisy-le-Sec.

### D E C I D E

Article 1: Approuve ledit contrat signé avec la société C.I.S pour un **montant mensuel de 780 Euros nets par mois.**

Article 2 : Dit que, les frais suivants seront pris en charge par la Ville au titre du présent contrat : Maintenance préventive et curative de la serre aquaponique pour un montant mensuel de 780 Euros nets

Article 3 : Précise que ce contrat est passé pour une période de un an renouvelable, et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 4 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, sur présentation des factures à chaque étape de la réalisation du projet.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 7 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 28/05/2020

Le Maire, Laurent RIVOIRE

Envoyé en préfecture le 28/05/2020

Reçu en préfecture le 28/05/2020

Affiché le

ID : 093-219300530-20200528-DM20\_33-CC